

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

VALSUD (ex-Vert Provence)

41 chemin vicinal - Parc Valentine Vallée verte
CS 20106
13011 Marseille

Références : D-2025-0079
Code AIOT : 0006409111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement VALSUD (ex-Vert Provence) implanté CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 Fuveau. L'inspection a été annoncée le 08/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALSUD (ex-Vert Provence)
- CD6 La Barque Lieu dit Plan des Beaumouilles 13710 Fuveau
- Code AIOT : 0006409111
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3 | Suivi des consommations d'eau / relevé / registre | Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|------------------------------------|---|-------------------|
| 1 | Origines et volumes d'eau prélevés | Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 | Sans objet |
| 2 | Présence de compteurs | Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 | Sans objet |
| 4 | Mise en œuvre du PSH | Autre du 20/03/2023, communication DREAL | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral n°2020-162-A du 28 février 2022 impose un relevé hebdomadaire des dispositifs totalisateurs de la quantité d'eau consommée. L'exploitant réalise un relevé mensuel. L'exploitant doit mettre en œuvre une action corrective sous un mois afin de respecter l'arrêté préfectoral précité.

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origines et volumes d'eau prélevés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : En l'absence de réseau d'eau potable desservant le site, celui-ci est approvisionné en eau brute par le réseau existant relié au Canal de Provence. La consommation annuelle est limitée à 140 m ³ . L'eau brute dessert uniquement les lavabos, WC et douches du site. L'eau d'arrosage des voiries et des andains de préparation des déchets verts broyés est prioritairement pompée dans le bassin de rétention n°1 des eaux de ruissellement du site. En période sèche, l'usage de l'eau brute du Canal de Provence est autorisée pour l'arrosage des andains et voiries. La consommation en eau d'arrosage est suivie par un dispositif de mesure totalisateur relevé chaque mois. |
| Constats : L'exploitant indique que le site ne dispose pas de réseau public d'eau potable mais uniquement l'eau brute du Canal de Provence. L'origine de l'eau a été demandée et la réponse a été "eau du Verdon". Pour les alertes, l'exploitant suit "Verdon aval". Cette eau est utilisée pour 2 usages : - prévention et défense incendie, - eau domestique et d'arrosage Il y a un compteur pour chaque usage. L'exploitant indique qu'il y a également deux bassins de récupération d'eau de pluie dont les volumes sont environ 600m ³ et 825m ³ mais indique que l'eau s'évapore trop rapidement et qu'il n'y a donc quasiment pas de consommation d'eau de pluie. Il n'y a pas de compteur pour l'eau de pluie. L'exploitant présente le logiciel de suivi de consommation d'eau : - 2023 : incendie 29m ³ et domestique 187m ³ ; - 2022 : incendie 79m ³ et domestique 136m ³ ; - 2021 : incendie 42m ³ et domestique : 60m ³ . Pour 2023, l'exploitant indique qu'il y a eu une fuite qui a été réparée. Il est rappelé à l'exploitant, si les démarches réglementaires n'ont pas été réalisées, que le mode d'alimentation en eau potable pour les usages sanitaires des employés du site doit être régularisé. Ces locaux doivent être alimentés en eau potable (articles R 1321-1 et suivants du Code de la Santé Publique). En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'adduction d'eau potable, il convient d'engager, auprès des services de l'ARS, la procédure d'autorisation préfectorale au titre du code de la santé publique pour utiliser l'eau brute à des fins de consommation humaine. La mise à disposition d'eau embouteillée n'est pas suffisante pour pallier l'absence d'eau potable. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Présence de compteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. |
| Constats : Le site dispose de deux compteurs : un pour le suivi dans la consommation d'eau liée à l'incendie et un pour le suivi de la consommation d'eau domestique et l'arrosage. Le jour de l'inspection, les deux compteurs sont présentés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le relevé des compteurs est réalisé de manière mensuelle et bi-mensuel en période de crise et est enregistré sur un logiciel qui est présenté à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ceci n'est pas conforme à la prescription qui impose un relevé hebdomadaire. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Mise en œuvre du PSH

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, communication DREAL |
| Thème(s) : Risques chroniques, PSH |
| Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'été 2022 a été maintenu pour l'été 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. |

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de PSH.

Type de suites proposées : Sans suite